

Les Echos SPÉCIAL

MANAGEMENT

PANORAMA // Les travaux menés conjointement, et à l'échelle européenne, par le milieu académique et le secteur industriel visent à relever les grands défis actuels avec, en ligne de mire, tous les bienfaits de l'innovation partagée.

Les coopérations européennes se mettent au service de l'innovation

Julie Le Bolzer

@JulieLeBolzer

L'union fait la force. Il est même approprié de préciser : l'Union européenne fait la force. En matière d'innovation, il apparaît que la mutualisation des expertises constitue le meilleur des atouts. Cette innovation partagée, impliquant des acteurs issus des entreprises, organismes publics et universités, se révèle d'autant plus efficace lorsque les partenaires représentent différents pays, apportant visions et méthodes complémentaires. Passé le stade des belles intentions, cette démarche de coopération en Europe s'organise et se traduit dans les faits, sous l'impulsion de programmes européens de type Horizon 2020 et Erasmus+.

Un décloisonnement plébiscité

Créer un écosystème favorable à l'innovation s'inscrit dans la stratégie de l'Union européenne. Outre le fait qu'il s'agit de renforcer la position de l'UE dans le domaine scientifique, il est également question de relever les grands défis contemporains, allant du vieillissement de la population à la sécurité alimentaire, en passant par le changement climatique et les énergies renouvelables. Concrètement, comment les mondes académique et industriel associent-ils leurs savoir-faire pour répondre aux transformations actuelles et faire de l'espace européen un territoire de recherche ?

Première escale dans le bassin méditerranéen, l'une des zones les plus sensibles au réchauffement climatique. Partant du principe que l'utilisation de matériaux naturels peut contribuer à lutter contre l'éro-



La mutualisation des expertises tant académiques qu'industrielles au niveau européen doit permettre de renforcer la position de l'UE dans le domaine scientifique et de relever les grands défis contemporains, allant du vieillissement de la population à la sécurité alimentaire.

sion des berges et talus, l'Institut national de recherche agronomique (Inra) de Montpellier s'est associé à Ecomed, un projet cofondé par Erasmus+ et promu par l'université polytechnique de Madrid. « L'objectif était d'engager une collaboration entre des académies et des entreprises, en se focalisant sur les études de spécialisation en génie végétal dans les régions méditerranéennes », explique Alexia Stokes, chercheuse à l'Inra Montpellier, qui a participé au projet.

Quatorze universités et entreprises européennes (France, Espagne, Italie, Grèce, Portugal...) se sont investies, donnant naissance à une base de données centralisée. « En

tant qu'ingénieur-prescripteur dans le génie végétal, ma participation à Ecomed m'a conduit à partager mon expérience pour alimenter cette base de données internationale, indique Klaus Peklo, entrepreneur spécialisé dans la reconstitution des terrains terrestres et semi-aquatiques déstabilisés. Le contact avec des scientifiques m'a donné accès à des informations technico-écologiques qui ne m'étaient pas accessibles jusqu'alors et cela m'a permis d'augmenter l'efficacité de mes propres techniques. »

Côté chercheurs, ce décloisonnement est également plébiscité. « L'intérêt de mener des travaux de recherche conjoints avec des acteurs

du secteur privé est l'ouverture à des problématiques terrain : cela oriente de façon concrète nos travaux futurs, dans le but d'identifier des solutions », observe Alexia Stokes. Même constat de la part d'Angela Procoli, responsable des partenariats internationaux à la Fondation Maison des sciences de l'homme de Paris, qui a coordonné le projet D-Transform. Celui-ci vise la mise en place d'un programme de formation à l'attention des gouvernances des établissements d'enseignement supérieur européens.

« Les partenaires de D-Transform, des universités et entreprises [italiennes, britanniques, françai-

ses, hongroises et espagnoles, NDLR], ont partagé des expertises fondamentales pour la réussite du projet », souligne Angela Procoli. Grâce aux compétences de chacun (l'innovation didactique pour l'Ecole polytechnique de Milan, les techniques d'Internet pour l'Université ouverte de Catalogne, le e-learning pour la société britannique Sero Consulting, l'assurance qualité pour l'université polytechnique et économique de Budapest, l'informatique pour l'université de Lorraine...), D-Transform a pu atteindre ses objectifs avec la création de « learning schools » et d'un MOOC dédiés aux présidents, vice-présidents et doyens des universités, afin de les accompagner dans la formulation de la stratégie de transformation digitale de leur université.

Il arrive aussi que grands groupes et PME participent conjointement à des travaux au côté des enseignants-chercheurs. Le japonais Olympus Corporation, le français Technicolor R&D, l'allemand Chromasens ou encore l'italien Barbieri ont, par exemple, pris part au projet COSI (Colour in Science and Industry), autre initiative portée par Erasmus+ et cordonnée par l'université Jean-Monnet-Saint-Etienne. « Avec cinq universités européennes, cinq universités en Asie et dix partenaires industriels, nous avons pu concevoir deux masters conjoints Erasmus Mundus liés à l'optique et à la photonique », résume Alain Trémeau, responsable du projet COSI à l'université Jean-Monnet. Les outils et les actions déployés dans le cadre de ces partenariats correspondent à des besoins identifiés en amont. Ils constituent donc une réponse sur mesure aux enjeux actuels. ■

Shutterstock

Trois exemples d'innovation partagée sans frontières



DR

Foodlab, un laboratoire de transfert européen du secteur alimentaire
Coordonné par la CCI de Vaucluse et financé à hauteur de 1 million d'euros sur trois ans par Erasmus+, le projet Foodlab porte sur le développement des compétences entrepreneuriales pour le secteur de l'agroalimentaire. Il rassemble quinze partenaires de six pays : cinq universités (Isara Lyon, ENSCBP Bordeaux, deux universités italiennes et une espagnole), un centre technique agroalimentaire hongrois, trois PME agroalimentaires et un groupement de fédérations alimentaires européennes. Ce projet s'inscrit dans le sillage du concours d'innovation alimentaire Ecotrophelia.



Jana Kamalier - SupAgro.jpg

Vinifera, un master commun à six établissements européens
Le master conjoint Erasmus Mundus intitulé « Vinifera » est un diplôme européen portant sur la viticulture et l'œnologie, qui regroupe six établissements : Montpellier SupAgro en France, le campus Geisenheim en Allemagne, l'université de Madrid en Espagne, l'université de Lisbonne au Portugal, l'université de Turin et l'université d'Udine en Italie. Si la première année de ce master européen se déroule en France, la formation de deux ans inclut une mobilité obligatoire. Les étudiants choisissent les autres universités d'accueil en fonction de leurs programmes spécifiques.



Benoît Decout/REA

Europlastic, un BTS harmonisé entre cinq pays européens
Proposer une formation qui soit en adéquation avec les offres d'emploi sur des secteurs d'avenir : tel était l'enjeu. Ainsi, la société European Plastics Converters a-t-elle créé, avec le soutien de la Fédération française de plasturgie, une formation dédiée aux enjeux du plastique en Europe. Le brevet de technicien supérieur Europlastic forme les étudiants à la transformation des matières plastiques dans les entreprises industrielles. Cette formation est harmonisée entre plusieurs pays européens : la Belgique, la Grèce, l'Italie, la Pologne et la France.